

Numéro 124 - 23 septembre 2016

Mettons fin au blocus des États-Unis contre Cuba

Cuba se prépare pour la 25e condamnation annuelle du blocus à l'ONU



Piquet mensuel d'août 2016 à Ottawa pour exiger la fin du blocus contre Cuba

Mettons fin au blocus des États-Unis contre Cuba

- **Cuba se prépare pour la 25e condamnation annuelle du blocus à l'ONU**
- **Les États-Unis empêchent une banque espagnole d'offrir des services à Cuba**

Mettons fin au blocus des États-Unis contre Cuba

Cuba se prépare pour la 25e condamnation annuelle du blocus à l'ONU

Cuba se prépare encore une fois au vote annuel à l'ONU sur la résolution intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ». Cette année le vote se tient le 27 octobre. Ce sera la 25e année consécutive que l'Assemblée générale de l'ONU se penche sur la résolution. En 2015, celle-ci a été adoptée à 191 voix contre 2 (les États-Unis et Israël), ce qui montre clairement que les États-Unis sont entièrement isolés sur cette question et que tout ce qui reste à faire est d'y mettre fin

immédiatement.



Le 9 septembre, lors d'une conférence de presse avec les médias nationaux et étrangers réunis au ministère des Affaires étrangères de Cuba, le ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a présenté le rapport annuel qui accompagne la résolution. Le rapport fournit un état détaillé des dommages cumulatifs causés par le blocus économique, commercial et financier injuste exercé par les États-Unis depuis plus d'un demi-siècle.

Rodríguez Parilla a d'abord dit que « le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba se poursuit toujours.

Le blocus met en danger le peuple cubain. Il n'y a pas de famille cubaine qui ne souffre pas des effets du blocus...Le blocus est la principale source de nos problèmes économiques, le principal obstacle à notre développement ».

Rodríguez a rappelé les commentaires du président des États-Unis, Barack Obama, le 17 décembre 2014, qui avait reconnu que la politique traditionnelle des États-Unis envers Cuba était un échec et avait promis d'entreprendre un débat au Congrès pour mettre fin au blocus. Il a dit également qu'Obama avait mis en oeuvre un certain nombre de mesures exécutives qui ont, de façon restreinte, allégé certains éléments du blocus.

Néanmoins, alors que les États-Unis se prétendent les champions des droits humains, le président des États-Unis n'a jamais reconnu que le blocus est illégal et qu'il viole les droits humains des Cubains :

« Le président Obama a dit que le blocus ne fonctionnait pas ... et qu'on devait y mettre fin. Il a dit que le blocus n'avait pas permis aux États-Unis d'atteindre leurs objectifs historiques...Il n'a pas dit pour autant que le blocus était illégal et constituait une violation du droit international...une violation des droits humains des Cubains. Il n'a pas dit que le blocus est immoral et viole toutes les règles d'éthique, ni qu'il est cruel et met en danger les êtres humains ».

On peut mesurer la criminalité de la politique hostile des États-Unis aux dommages humains et économiques que le blocus a causés. Rodríguez a expliqué :

« Entre avril 2015 et mars 2016, les dommages économiques directs causés par le blocus ont augmenté de 4,68 milliards \$....Les dommages accumulés sur presque six décennies ont atteint au moins 753,67 milliards \$, exprimés en valeur monétaire de l'or.

« Les dommages comprennent les revenus auxquels le peuple n'a jamais eu accès, auxquels notre pays n'a jamais eu accès parce que des biens et services n'ont jamais été exportés...particulièrement dans l'industrie bio-pharmacologique ». On doit aussi compter « les pertes dues à la perturbation géographique de notre commerce - les longues distances, la nécessité de tenir de grands inventaires, l'impossibilité de déterminer à quel moment les produits vont arriver, les coûts supplémentaires des frais de cargaison, d'assurances et de distribution.

« ...Un troisième impact direct du blocus est l'impact monétaire et financier. À cause de l'interdiction d'utiliser le dollar dans ses transactions internationales, Cuba a dû avoir recours à d'autres devises. Toutes ces opérations sont coûteuses ; elles dépendent beaucoup de la valeur relative des devises...L'année dernière le dollar a pris de la valeur, accroissant sa valeur pendant

l'année de 3,58 % en moyenne par rapport aux autres devises ».

Rodriguez a dénoncé « l'interdiction faite par les États-Unis aux banques cubaines d'ouvrir des comptes dans des banques aux États-Unis » et « l'effet intimidant qu'ont eu les 14 milliards \$ d'amendes - un record mondial - pendant la présidence d'Obama, essentiellement pour les banques européennes et asiatiques (qui gèrent en dollars les transactions de Cuba avec le monde extérieur ».

« Il n'existe pas de secteur économique à Cuba qui ne souffre pas de l'impact du blocus : l'économie de service (soins de santé et éducation), l'économie en général et la vie des gens , l'alimentation, les prix, les salaires et la sécurité sociale ».

Rodriguez a aussi mis en relief « l'impossibilité d'avoir accès à des produits, des technologies et de l'équipement ayant des brevets étasuniens de même qu'à des instruments de haute technologie indispensables à la chirurgie...Il existe toujours une interdiction sur les produits ou les médicaments qui permettent de mieux soigner les patients et surtout de réduire les effets négatifs des traitements ».

Le ministre des Affaires étrangères a aussi fait remarquer que « la mise en oeuvre extraterritoriale du blocus se poursuit, en violation de la souveraineté des autres nations, de toutes les nations de la planète ». Il a passé en revue les lois étasuniennes existantes qui touchent au blocus. Par exemple, «la *Loi sur le commerce avec l'ennemi* ... ne s'applique plus qu'à Cuba ». Bien qu'Obama ait déclaré qu'il veut faire tout ce qu'il peut pour mettre fin au blocus, il a émis un mémorandum le 13 septembre qui prolonge la *Loi sur le commerce avec l'ennemi* d'une autre année, jusqu'au 14 septembre 2017.

En ce qui concerne l'objectif constant des États-Unis de renverser la révolution cubaine et tous ses mécanismes qui habilite le peuple, Rodriguez a souligné que « changer Cuba est l'affaire des Cubains. Mais nous avons aussi accepté ce défi (de changer les choses) parce qu'il est conforme aux intérêts de notre peuple, de notre développement ».

Il a invité tout le monde à juger de la situation à la lumière des faits.

Dans le cadre des préparatifs pour le vote du 27 octobre aux Nations unies, une campagne mondiale se tient sous le thème *Tenemos Memoria. Solidaridad contra el Bloqueo y el Terrorismo* (Nous nous souvenons : Solidarité contre le blocus et le terrorisme). Les actions ont débuté le 4 septembre et se poursuivront jusqu'au 27 octobre, un vaste éventail d'activités qui visent à rappeler les attaques multiples menées contre la révolution cubaine et les milliers de victimes qu'elles ont faites et à exiger la fin immédiate du blocus. Ces actions organisées à l'échelle mondiale jouent un rôle important pour que justice soit faite, ayant contribué par exemple à la libération des Cinq héros cubains emprisonnés aux États-Unis. *LML* à cet égard lance l'appel à tous à participer au travail et à l'intensifier afin que le blocus des États-Unis contre Cuba prenne fin immédiatement.



Le rapport de juin 2016 de Cuba sur la résolution 70/5 de l'Assemblée générale de l'ONU intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique »

UN VOTES					
1992 2015 Resolution against the Blockade					
YEAR	IN FAVOUR	AGAINST	ABSTENTIONS	ABSENCES	COUNTRIES AGAINST
1992	59	3	71	46	U.S. Israel Romania
1993	88	4	57	35	U.S. Israel Albania Paraguay
1994	101	2	48	33	U.S. Israel
1995	117	3	38	27	U.S. Israel Uzbekistan
1996	137	3	25	20	U.S. Israel Uzbekistan
1997	143	3	17	22	U.S. Israel Uzbekistan
1998	157	2	12	14	U.S. Israel
1999	155	2	8	23	U.S. Israel
2000	167	3	4	15	U.S. Israel Marshall Islands
2001	167	3	3	16	U.S. Israel Marshall Islands
2002	173	3	4	11	U.S. Israel Marshall Islands
2003	179	3	2	7	U.S. Israel Marshall Islands
2004	179	4	7	7	U.S. Israel Palau Marshall Islands
2005	182	4	1	4	U.S. Israel Palau Marshall Islands
2006	186	4	1	-	U.S. Israel Palau Marshall Islands
2007	184	4	1	-	U.S. Israel Palau Marshall Islands
2008	185	3	2	-	U.S. Israel Palau
2009	187	3	2	-	U.S. Israel Palau
2010	187	2	3	-	U.S. Israel
2011	186	2	3	2	U.S. Israel
2012	188	3	2	-	U.S. Israel Palau
2013	188	2	3	-	U.S. Israel
2014	188	2	3	-	U.S. Israel
2015	191	2	0	-	U.S. Israel

Cliquer sur l'image pour l'agrandir

(Sources : Prensa Latina, CounterPunch, Granma)



Les États-Unis empêchent une banque espagnole d'offrir des services à Cuba

Le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba il y a plus de 54

ans, empêche la banque espagnole Santander d'offrir aujourd'hui des services aux bureaux consulaires cubains en Espagne.

Un communiqué de presse de l'ambassade de La Havane à Madrid révèle comment le système de sanctions de Washington empêche la banque Santander de mettre en place des points de service aux consulats généraux cubains situés à Barcelone, Séville et Santiago de Compostela.

« Il est décevant que trois consulats cubains se soient vus interdire de recevoir des services à partir d'une entité espagnole qui permettrait d'améliorer les services pour leurs utilisateurs », a déclaré l'ambassadeur de Cuba en Espagne, Eugenio Martinez.

Le diplomate a attribué ces restrictions aux « décisions unilatérales, obscures et injustifiées de la part des États-Unis qui affectent négativement les Cubains et les pays tiers ».

Comment se fait-il que deux mois après la visite du président Barack Obama à La Havane en mars dernier, une filiale de la banque Santander en Catalogne informe le consul de Cuba à Barcelone qu'elle ne peut pas installer un point de service pour faciliter le paiement des tarifs consulaires avec des cartes magnétisées ? a demandé Martinez.

Le communiqué de presse indique que l'explication donnée alors par la plus grande entité financière de l'Espagne était qu'elle ne pouvait pas fournir ce service en raison d'un accord signé avec Elavon, la société américaine qui gère les cartes de crédit et de débit de la Bancorp Bank des États-Unis.

Le 1er juin, une filiale de la banque Santander à Séville, en Andalousie, a annulé un contrat signé le 12 mai avec le consulat de Cuba dans cette ville pour l'établissement d'un point de service parce que Elavon a dit que les restrictions étasuniennes sur lui interdisant de le faire, lit-on dans la note.

En mai également, la filiale de la Santander Galicia a informé le consulat de Cuba à Santiago de Compostela qu'elle ne pouvait pas approuver la mise en place du dispositif pour le paiement des services dans ce bureau consulaire.

Les représentants de la filiale ont dit que « ce que cela signifiait est qu'ils allaient être confrontés de nouveau à la réglementation internationale du [Département étasunien du Bureau du trésor du contrôle des avoirs étrangers] qui empêche le transfert de produits commerciaux vers des entités cubaines, malgré le fait que depuis plus d'une décennie, le consulat cubain à Galice a été un client de la banque Santander », poursuit le communiqué.

Pour l'ambassadeur Martinez, les interdictions sont inexplicables puisqu'en mars, le département du Trésor et du Commerce des États-Unis a annoncé qu'il permettrait aux banques de traiter les opérations du gouvernement cubain.

Le diplomate a dénoncé le fait que ces trois consulats en Espagne soient devenus des victimes de « l'application extraterritoriale du plus grand système de mesures coercitives financières en place », faisant allusion au blocus du gouvernement des États-Unis contre son pays.

Il s'agit d'un obstacle évident au fonctionnement normal de ces bureaux et une obstruction aux opérations régulières consulaires. Cela représente des contraintes néfastes pour les Cubains résidant en Espagne, pour les Espagnols et les autres personnes qui demandent des services aux bureaux cubains », a-t-il dit.

(Prensa Latina - Traduction : LML)

